

Gilles Candar, *Jean Longuet. Un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 367 p.

Noëlline Castagnez

Cette biographie de Jean Longuet est issue d'un travail de thèse, soutenue en 1995 et dirigée par Madeleine Rebérioux, dont Gilles Candar fut le collaborateur à la Société d'études jaurésiennes. L'auteur s'interroge d'emblée sur la pertinence de son entreprise : pourquoi faire la biographie d'un socialiste qui ne laissa guère de trace dans la mémoire collective de la gauche et que l'on confond même le plus souvent avec son père, Charles, le fils de Karl Marx ? Parce que, sans être une figure majeure du panthéon socialiste, Jean Longuet n'en est pas moins un formidable révélateur d'une idéologie et de pratiques politiques. Il permet ainsi à Gilles Candar, qui a co-dirigé avec Jean-Jacques Becker *L'Histoire des gauches en France* (La Découverte, 2004), de définir la culture politique socialiste de la fin du XIX^e et du premier XX^e siècles. Mais Longuet est aussi « un personnage en situation de rupture », qui s'affirma toujours en opposition, contre Guesde lors de l'affaire Dreyfus, contre le socialisme de guerre de la majorité de son parti, contre les 21 conditions de Lénine et l'adhésion à la III^e Internationale, contre la non-intervention en Espagne préconisée par Blum et enfin contre le pacifisme paul-fauriste jusqu'à sa mort précoce en 1938. Ses refus permettent de questionner l'internationalisme affiché du mouvement ouvrier de l'époque et d'évaluer l'un des problèmes majeurs de son histoire : la tension entre patriotisme et internationalisme et entre défense nationale et pacifisme.

Cette biographie est donc une coupe géologique du milieu socialiste et internationaliste, réalisée par l'un de ses plus fins connaisseurs. Elle s'articule en trois temps : « le militant intellectuel », avec sa formation et son action à la SFIO jusqu'en 1914, puis son patriotisme et son internationalisme à l'épreuve de la Grande Guerre, et enfin la construction en marge de la SFIO d'un internationaliste convaincu. Complété par un index et un appareil critique conséquents, comme il en est l'usage aux Presses universitaires de Rennes, l'ouvrage est à la fois agréable à lire tout en étant un précieux outil de travail.

Avant la guerre, la formation de Longuet, petit-fils de Marx, comprend les étapes classiques de l'apprentissage militant au Quartier latin, avec son action à la tête du Groupe collectiviste et ses participations à des revues telles que le *Devenir social*, le *Mouvement socialiste* dont il fut l'un des co-fondateurs, ou la *Revue socialiste*, lesquelles faisaient de lui un intellectuel du Parti ouvrier français. Mais il rompit avec Guesde en 1898, tant par rejet de son « caporalisme » qu'à cause de Dreyfus dont il défendait la cause : Jean Longuet s'affirmait d'emblée comme un socialiste et un républicain. Mais il manifesta également son opposition au ministérialisme et à Jean Jaurès lors du Bloc des gauches en 1899-1902. Sa position au sein du parti s'affirma : il devint membre de la CAP (commission administrative permanente) en 1905, puis député de la Seine en 1914. Mais il devint surtout un journaliste spécialiste des affaires

internationales à *L'Humanité* et dans différentes revues étrangères telles que *L'Européen*. Fort de cette expertise, Jean Longuet chercha à faire de l'Internationale socialiste le centre de l'action prolétarienne, et rédigea en ce sens son histoire pour *L'Encyclopédie socialiste* de Compère-Morel. Il conférait à l'organisation la lourde responsabilité d'empêcher la guerre, laquelle serait non seulement la négation de l'unité des travailleurs de tous les pays, mais aussi la négation des valeurs républicaines nécessaires au socialisme. Par anticipation, il soulignait ainsi son échec retentissant.

Tout au long de la crise de juillet 1914, Longuet accompagna Jaurès, jusqu'à sa mort le 31. Convaincu que le tribun assassiné aurait voté les crédits de guerre, Jean Longuet, comme la majorité des socialistes, ne discuta pas le bien-fondé de défendre la patrie puisque celle-ci était agressée. Pour autant, il ne voulait pas désespérer de la paix. Il ne participa pas aux conférences de Zimmerwald en 1915 et de Kienthal en 1916, dont il ne partageait pas l'option révolutionnaire. Mais il fut, avec Adrien Pressemane et Paul Faure, à la tête de la minorité qui, sans remettre en cause la nécessité de tenir, préconisait une « paix de compromis », s'opposant ainsi aux « majoritaires » tels que son ami Pierre Renaudel. Après le manifeste de la Haute-Vienne en mai 1915, la minorité prit plus d'ampleur avec le lancement, en 1916, de l'hebdomadaire le *Populaire* dont Longuet devint le directeur. Ce ne fut, cependant, qu'en juillet 1918, que Longuet et ses amis conquièrent la majorité du parti. Nouvel homme à abattre de l'extrême droite, Léon Daudet en tête, Longuet entreprit dès lors de lutter contre le traité de Versailles, dont il révéla à la tribune de la Chambre toutes les inconséquences, mais surtout de reconstruire l'Internationale. S'il lui semblait naturel de défendre la révolution bolchevique, il restait convaincu du bien-fondé de la voie parlementaire, de sorte qu'il fut inclus dans la liste noire de ceux qu'on ne pourrait admettre à la III^e Internationale par les Bolcheviks. Mais, de toutes les façons, Longuet refusait absolument de se rallier aux 21 conditions de Lénine qu'il jugeait par trop inconciliables avec le libéralisme français. Au congrès de Tours en décembre 1920, Longuet était trop impliqué pour être en mesure d'affirmer son autorité et il n'y joua donc pas un rôle de premier plan. La scission – on le sait – se fit au sein même des « reconSTRUCTEURS » et Longuet rejoignit Paul Faure. Il réaffirmait ainsi sa culture républicaine, laquelle ancrerait le socialisme dans la République et non dans la Révolution.

À partir de 1920, Jean Longuet vit son influence décroître au *Populaire* et au sein du Parti, Paul Faure cumulant les fonctions de rédacteur en chef du journal et de secrétaire général. Battu aux législatives – à l'exception de 1932 –, il était aussi trop à l'écart du groupe parlementaire et ne fut pas associé au gouvernement du Front populaire. Sa mairie de Châtenay-Malabry, petite ville de quelques milliers d'habitants, et son mandat de conseiller général, auxquels il consacra une grande partie de son énergie, ne lui permettaient pas d'avoir une réelle influence dans la fédération de la Seine. S'éloignant de Paul Faure, dont il avait le sentiment qu'il l'avait trahi, il n'entra pas pour autant dans le cercle des blumistes et refusa de créer une tendance. Il préféra jouer le rôle de conscience et de gardien de la mémoire du Parti, n'oubliant jamais, par exemple, de commémorer la Commune. Mais là où le personnage devint réellement singulier, ce fut dans sa perception des problèmes internationaux. Par sa plume, il fit partager son intérêt pour le travaillisme en Grande-Bretagne et les premières ébauches du socialisme scandinave. Surtout, il fit

preuve d'une grande clairvoyance à l'égard du fascisme et du nazisme dont il perçut la nature totalitaire avant la lettre. De sorte que ce pacifiste se déclara hostile à la non-intervention en Espagne et se rapprocha ainsi un temps de la Bataille socialiste de Jean Zyromski. Décédé d'un accident de voiture au début de septembre 1938, il est impossible de savoir quelle aurait été sa position face aux accords de Munich. Mais au congrès de Royan en juin 1938, il est incontestable qu'il préconisa une politique de fermeté dans les termes les plus vifs et ce bien avant le Léon Blum de 1939. De même, spécialiste du Maroc et co-fondateur avec son fils, Robert, de la revue *Maghreb*, à l'Internationale ouvrière socialiste (IOS), il défendit l'affirmation du droit des peuples coloniaux à l'autonomie et à l'indépendance finale, et ce bien avant la minorité anticolonialiste et son héritier, Édouard Depreux, dans les années 1950.

Se voulant avant tout « un passeur » du socialisme et « un modérateur », Jean Longuet ne fut certes pas « un demiurge » pour reprendre les termes de Gilles Candar. Mais lorsque la nécessité du présent se faisait sentir, il était capable de se transcender et de prendre le risque d'être seul contre tous pour affirmer ses convictions. De sorte que cette biographie, outre un tableau tout en nuances du socialisme français et de ses contradictions, pose avec acuité la question essentielle de l'engagement de l'individu face au conformisme de sa communauté, y compris politique.